

Bulletin de veille

du 1er au 7 mars 2022

Sélection d'articles et de rapports sur
la conjoncture, les grandes questions
macroéconomiques et des
secteurs stratégiques

Rexecode

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
 - Energie & matières premières
 - Construction & immobilier
 - Industrie – Services
 - Economie numérique
 - Environnement

- Population
- Echanges internationaux
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.



Si vous souhaitez recevoir l'édition quotidienne du Bulletin de veille, n'hésitez pas à nous contacter.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

ZONES EMERGENTES _ ENERGIE & MATIERES PREMIERES

What Higher Energy Prices Mean For Emerging Markets

S&P GLOBAL RATINGS - ECONOMIC RESEARCH 2022, 4 mars, 11 p.

Les marchés émergents sont maintenant confrontés à la hausse des prix de l'énergie suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La Thaïlande, la Turquie, le Chili, les Philippines, l'Inde et la Pologne sont les plus exposés au choc des prix de l'énergie. La note évalue l'impact sur le PIB de 3 scénarios d'augmentation des prix de l'énergie puis évalue l'impact sur l'inflation de ces pays.

<https://www.spglobal.com/ratings/en/research/articles/220304-economic-research-what-higher-energy-prices-mean-for-emerging-markets-12298029>

JAPON

Japan's Economic outlook revised ; COVID-19 variants and resource price highs require continued vigilance

JAPAN'S ECONOMIC OUTLOOK - DAIWA INSTITUTE OF RESEARCH 2022, mars, 12 p., version japonaise parue le 21/02/2022

Prévisions et conjoncture pour l'économie japonaise.

<https://www.dir.co.jp/english/research/report/index.html>

RUSSIE

Sanctions occidentales sans précédent : l'économie russe durement frappée

SPECIAL REPORT (Natixis) 2022, 2 mars, 6 p.

Depuis le 26 février, les Etats-Unis et les pays européens ont annoncé une série de sanctions économiques, financières et politiques sévères en représailles de l'invasion militaire de la Russie sur le territoire ukrainien. Cette note présente une liste assez exhaustive des sanctions qui ont été annoncés à l'encontre de la Russie.

<https://www.research.natixis.com/>

Russia's Debt Exposure: The Facts and Figures

JP MORGAN

2022, 2 mars, 30 p.

Présentation des faits et les chiffres concernant l'encours de la dette publique et privée de la Russie et l'exposition du reste du monde à la dette russe. La dette extérieure totale de la Russie s'élevait à 490 milliards de dollars au 3ème trimestre 2021. Sur ce total, 78 milliards de dollars sont à court terme. Les étrangers détiennent environ 79 milliards de dollars.

<https://markets.jpmorgan.com/>

Ukraine Crisis Impact

CROSS-EXPERTISE RESEARCH (Natixis) 2022, 25 février, 33 p.

Analyse des répercussions sur l'ensemble des marchés de la crise ukrainienne.

L'impact immédiat s'est fait sentir sur les produits énergétiques de base. La hausse des prix de l'énergie aura un impact significatif sur l'économie mondiale. En Europe, le choc négatif sur les revenus des ménages et la hausse des coûts pour les entreprises devraient réduire les prévisions de croissance pour la zone euro.

L'impact sur les marchés émergents diffère entre les importateurs et les exportateurs de pétrole. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Turquie sont particulièrement touchées, étant donné leur statut d'importateurs nets d'énergie et leur exposition à l'économie russe. En Asie, bien que moins directement exposés à la Russie, l'Inde et les Philippines sont les plus touchés par la hausse des coûts des matières premières, tandis que l'Indonésie et la Malaisie résistent mieux.

Du côté de la Russie, l'augmentation des recettes tirées des ventes de pétrole et de gaz jusqu'en 2021 a permis aux réserves de la Banque centrale d'être en bonne position, tandis que Moscou s'est détourné des actifs libellés en dollars ces dernières années. La capacité de la Russie à fournir du gaz à la Chine devrait augmenter avec le temps, mais les infrastructures restent dirigées vers l'Europe.

<https://www.research.natixis.com>

Russia-Ukraine crisis: Conflict escalation

EULER HERMES _ ALLIANZ

SUBRAN, Ludovic _ JOBST, Andreas _ BOATA, Ana _ STAMER, Manfred _ BASCO CARRERA, Jordi

2022, février, 13 p.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine aura des conséquences économiques et financières importantes, via trois principaux canaux de transmission - l'énergie, le commerce et le secteur financier, et la Russie étant dans une position plus forte qu'elle ne l'était en 2014 sur le plan économique. Dans un contexte post-Covid d'inflation plus élevée, de chaînes énergétiques et d'approvisionnement perturbées et de marchés financiers sensibles, les auteurs évaluent l'impact sur l'économie mondiale d'une guerre sur l'inflation (+100 pb), la croissance (-0,5 pp), les marchés actions (-10 %), les spreads souverains et d'entreprise (+20-60 points de base) et les perspectives politiques.

Dans un scénario extrême de "Black-out" dans lequel la Russie coupe l'approvisionnement en gaz de l'Europe, le prix du gaz naturel augmenterait en moyenne de 140 EUR/MW, car les fournisseurs alternatifs sont limités ; cela ajouterait jusqu'à +2,5 pp à leur prévision actuelle d'inflation de la zone euro de 3,8% en 2022. Une récession serait "presque certaine".

https://www.eulerhermes.com/en_global/news-insights/economic-insights/Russia-Ukraine-why-could-go-wrong.html

Russie – Ukraine : le contexte historique et stratégique

AURAIN, Philippe

REBOND (La Banque Postale) 2022, mars, 16 p.

La note rappelle l'histoire de la relation entre la Russie et l'Ukraine sur plus de 1000 ans et les racines géopolitiques du conflit actuel.

<https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-economiques/rebond/2022/russie-ukraine-contexte-rebond-mars2022.html>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

Edito - Une incertitude économique radicale

DE VIJLDER, William

ECOWEEK (BNP PARIBAS) 2022, février

La guerre Russie-Ukraine affecte l'économie de la zone euro à travers différents canaux : une incertitude accrue, la volatilité des marchés financiers, la baisse des exportations, la hausse des prix du pétrole, du gaz et d'autres matières premières.

L'examen des exportations vers la Russie et l'Ukraine en pourcentage de la valeur ajoutée domestique des pays exportateurs montre que la Lettonie et la Lituanie sont les pays les plus exposés en zone euro. Pour connaître l'ampleur des effets liés à l'énergie, les hausses des prix du pétrole et du gaz en 2021 peuvent servir de référence (voir les calculs de la Commission et de la BCE sur l'effet sur l'activité). Néanmoins, la nature géopolitique du choc augmente l'incertitude et limite la pertinence des simulations économétriques. De plus, une incertitude forte durant plusieurs mois finirait aussi par peser sur la confiance et donc sur l'activité.

<http://economic-research.bnpparibas.com/Views/AllEcoWeeks.aspx>

The Russia-Ukraine Conflict: Two Possible Scenarios Where is Europe Vulnerable to Russian Gas Shocks?

MOODY'S ANALYTICS 2022, 25 février, 13 + 3 p.

Présentation de deux scénarios pour examiner les implications potentielles pour l'économie mondiale de l'invasion russe en Ukraine. Ces scénarios, créés à l'aide du modèle mondial de Moody's Analytics, reposent sur des axes géopolitiques différents. Dans le scénario de résolution rapide, la Russie envahit l'Ukraine et la guerre fait rapidement place à un cessez-le-feu. Dans le scénario long conflit, une longue confrontation entre les troupes russes et l'armée ukrainienne entraîne des coûts humanitaires et économiques élevés. Dans les deux scénarios, sont examinées les conséquences économiques d'une invasion, de sanctions internationales et de pressions sur l'approvisionnement en pétrole et en gaz. Note spécifique sur la dépendance des pays européens au gaz russe.

<https://www.moodyanalytics.com/economic-insights>

Rapport sur la mise en oeuvre de la facilité pour la reprise et la résilience

COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE 2021, COM(2022) 75 final, mars, 75 p.

La facilité pour la reprise et la résilience (FRR), établie par le règlement (UE) 2021/241 le 19 février 2021, est la pièce maîtresse du plan de relance européen "Next Generation EU" pour une sortie plus rapide de la crise du Covid et une reprise durable. Ce premier rapport annuel fait le point sur la mise en oeuvre de ce programme de réformes et d'investissements.

Presque tous les États membres ont présenté leur plan pour la reprise et la résilience et 22 d'entre eux ont fait l'objet d'une évaluation positive par la Commission avant d'être adoptés par le Conseil. La Commission a levé des fonds sur les marchés des capitaux et émis ses premières obligations vertes et ses premiers versements. La première demande de paiement a été entièrement traitée en décembre pour l'Espagne. Plus de 30 demandes de paiement devraient être présentées en 2022.

Le rapport décrit notamment la contribution attendue de la FRR aux 6 piliers (transition verte, transformation numérique, croissance intelligente, durable et inclusive, cohésion sociale et territoriale, santé et résilience économique, sociale et institutionnelle, éducation et compétences) en fonction des mesures prévues dans les plans (en novembre 2021 et mise en oeuvre en janvier 2022). Il décrit les mécanismes mis en place pour protéger les intérêts financiers de l'Union et éviter les doubles financements. Le rapport ne traite pas en détail de l'avancement des plans individuels, ni des indicateurs communs, la mise en oeuvre de la facilité en étant encore à ses débuts. Voir aussi le tableau de bord de la reprise et de la résilience.

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_1198

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE __ ENERGIE & MATIERES PREMIERES

Russia's war on Ukraine: Implications for EU energy supply

BRIEFING (European Parliamentary Research Service) 2022, mars, 2 p.

La Russie est le plus grand exportateur de pétrole, de gaz naturel et de charbon vers l'UE. Déjà avant la crise ukrainienne, les prix du gaz naturel avaient considérablement augmenté. La crise actuelle devrait avoir un impact majeur sur le niveau des prix en Europe. L'UE devra voir comment accroître son indépendance énergétique, en utilisant certains des éléments constitutifs du Green Deal. La note fait aussi le point sur les infrastructures (gazoducs).

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/EPRS_ATA\(2022\)729281](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/EPRS_ATA(2022)729281)

The (energy) price of war for European households

ALLIANZ _ EULER HERMES

SUBRAN, Ludovic _ BOATA, Ana _ KUHANATHAN, Ano _ OZYURT, Selin

2022, mars, 7 p.

La note évalue l'impact de l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes sur les prix de l'énergie pour les ménages, et sur la croissance, dans les grands pays européens (France, Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni). La guerre en Ukraine devrait engendrer une hausse des prix de l'énergie en Europe, déjà au plus haut depuis 2011. Une hausse de 30% de la facture énergétique est à prévoir en 2022, frappant particulièrement les ménages les plus modestes au Royaume-Uni et en Allemagne. La facture énergétique annuelle des ménages atteindrait 3400 euros en Allemagne (+500 euros par rapport aux estimations d'avant-crise), 3000 euros au Royaume-Uni (+400 euros), 2800 euros en France (+400 euros) et 2000 euros en Italie (+300 euros) et en Espagne (+400 euros).

Par rapport aux estimations d'avant-crise, dans le pire des cas (avec une coupe partielle de l'accès à l'énergie russe et une hausse des prix de +70%), le revenu disponible des ménages serait amputé de -2,5 points en moyenne en Europe. La perte serait de plus de -4 points pour les ménages britanniques et allemands, et -3 points pour les ménages français. Sans mesures de soutien public additionnelles, la consommation des ménages pourrait diminuer, provoquant un impact sur la croissance du PIB de -0,6 point au Royaume-Uni, de -0,5 point en Allemagne et de -0,4 point en France, en Italie et en Espagne.

https://www.eulerhermes.com/en_global/news-insights/economic-insights/energy-prices-household-income-squeeze.html

Can Europe do without Russian gas?

ALLIANZ _ EULER HERMES

UTERMÖHL, Katharina _ ZIMMER, Markus _ KUHANATHAN, Ano

2022, mars, 12 p.

Les importations de gaz en provenance de Russie représentent 36% de l'approvisionnement total en gaz de l'UE en 2019. Euler Hermes estime que la quantité d'énergie menacée par la guerre menée en Ukraine par la Russie dans l'UE s'élève à près de 10% de la consommation finale. En Hongrie, en Slovaquie, en Tchéquie, en Lettonie et en Allemagne, plus de 20% de la consommation finale d'énergie dépend du gaz en provenance de Russie. A court terme, l'Europe disposerait d'environ un mois d'approvisionnement en réserves. Mais l'UE devra reconstituer ses stocks avant l'hiver prochain.

Les auteurs comparent la situation avec la perte de 27% d'électricité d'origine nucléaire au Japon après Fukushima, et analysent la réaction de l'offre et de la demande aux augmentations de prix. Ils font l'hypothèse d'une probable augmentation durable de +40% du prix de l'électricité et de +100 % du prix du gaz, ce qui réduirait la demande de 8 à 10% et augmenterait l'offre d'énergie à partir de gaz naturel et de ses substituts de 8 à 10% à court terme pour compenser la perte totale des importations de gaz russe.

Pour assurer la sécurité énergétique pour l'hiver 2022 et la reconquête de la souveraineté énergétique, il serait nécessaire d'augmenter la production d'énergie renouvelable dans l'UE de 1 exajoule (278 TWh) par an. Cela représente des investissements annuels de 170 milliards d'euros ou 1,3 % du PIB de l'UE. Cette estimation tient compte de la contribution particulièrement élevée de l'Allemagne, avec 0,16 exajoule d'énergie renouvelable annuelle supplémentaire, soit 44 TWh, conformément aux objectifs à moyen terme de la révision annoncée de la loi allemande sur les énergies renouvelables.

https://www.eulerhermes.com/en_global/news-insights/economic-insights/europe-gas-imports-from-russia.html

A 10-Point Plan to Reduce the European Union's Reliance on Russian Natural Gas

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

2022, mars, 10 p.

La forte dépendance de l'Europe au gaz russe (40% de sa consommation) a été brutalement mise en lumière par la guerre en Ukraine. Selon cette note de l'AIE, une série de mesures pourraient faire baisser les importations de gaz en provenance de Russie de plus d'un tiers d'ici la fin de l'année. Le plan en 10 points est cohérent avec les objectifs climatiques de l'UE et s'approche des objectifs de la feuille de route zéro émission nette d'ici 2050 de l'AIE dans laquelle l'UE peut se passer du gaz russe avant 2030. Ces estimations tiennent compte de la nécessaire reconstitution des stocks qui ont atteint un niveau particulièrement bas.

- 1- Ne plus s'engager sur de nouveaux contrats avec la Russie (sachant que les échéances existantes vont jusqu'à la fin de la décennie)
- 2- Remplacer le gaz russe (gaz européen, LNG, bio-gaz, bio-méthane)
- 3- Introduire des obligations minimales de stockage pour renforcer la résilience du marché (viser 90 % de la capacité de stockage au 1er octobre)
- 4- Accélérer le déploiement de nouveaux projets éoliens et solaires
- 5- Maximiser la production à partir des sources existantes à faibles émissions: bioénergie et nucléaire
- 6- Prendre des mesures à court terme pour protéger les consommateurs vulnérables aux prix élevés de l'électricité
- 7- Accélérer le remplacement des chaudières à gaz par des pompes à chaleur
- 8- Accélérer les améliorations de l'efficacité énergétique dans les bâtiments et l'industrie
- 9- Encourager les économies d'énergie (la température moyenne de chauffage est de 22°C, la baisser de 1°C réduirait la demande de gaz d'environ 10 Gm3 par an).
- 10- Intensifier les efforts pour diversifier et décarboner les sources de flexibilité, notamment saisonnière, du système électrique.

La note suggère des options supplémentaires pour faire baisser les importations de plus de la moitié, à titre temporaires vu leurs effets sur les GES : recours accru au charbon, ou à des carburants alternatifs et notamment liquides dans les centrales électriques au gaz existantes (possible dans 1/4 d'entre elles).

<https://www.iea.org/reports/a-10-point-plan-to-reduce-the-european-unions-reliance-on-russian-natural-gas>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE _ EMPLOI

European Labor Markets and the COVID-19 Pandemic: Fallout and the Path Ahead

DEPARTMENTAL PAPER (Fonds Monétaire International) 2022, mars,

En 2020, la pandémie de COVID-19 a provoqué de loin le plus grand choc subi par les économies européennes depuis la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, le taux de chômage de l'UE avait déjà diminué pour retrouver son niveau d'avant la crise au troisième trimestre 2021, et dans certains pays, le taux de participation à la population active atteint un niveau record. Ce document montre que l'utilisation généralisée des programmes de maintien dans l'emploi a joué un rôle essentiel pour atténuer l'impact de la pandémie sur les marchés du travail et faciliter le redémarrage des économies européennes après les confinements initiaux.

<https://www.imf.org/en/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/Issues/2022/03/02/European-Labor-Markets-and-the-COVID-19-Pandemic-Fallout-and-the-Path-Ahead-512327>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE _ FINANCES PUBLIQUES

Fiscal policy guidance for 2023 / Orientations budgétaires pour 2023

COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE 2021, COM(2022) 85 final, mars, 17 p.

Cette communication énonce les orientations sur la conduite de la politique budgétaire en 2023 dans l'UE à l'attention des pays membres, en se fondant sur les prévisions d'hiver. Elle souligne en introduction l'incertitude élevée en raison de la crise ukrainienne (es orientations seront ajustées, si nécessaire). Elle décrit aussi l'avancement du réexamen de la gouvernance économique.

Les cinq principes orientant la politique budgétaire sont : coordination et dosage cohérent des politiques budgétaires, soutenabilité de la dette par un ajustement budgétaire progressif et de qualité et à la croissance économique, encouragement des investissements et promotion d'une croissance durable, différenciation des stratégies budgétaires selon la situation des pays et prise en compte de la dimension "zone euro".

En annexe, liste des nouvelles données à fournir dans le cadre des programmes de stabilité sur les dépenses financées par la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) dans le cadre de la relance. Cette communication ne constitue pas une préconisation formelle adressée aux États membres dans le cadre du Semestre européen ou du pacte de stabilité. La Commission annonce qu'elle ne proposera de procédure pour déficit excessif en mai 2022 et réétudiera la question pour l'automne.

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_1476

ALLEMAGNE

DIW Berlin Economic Outlook: summer upswing to follow winter slump

WEEKLY REPORT (DIW) 2022, N°7-8, 2 mars, 14 p.

Version anglaise de présentation des prévisions 2022-2023 pour l'économie mondiale et l'économie allemande. Le DIW Berlin prévoit que l'économie allemande connaîtra une croissance de 3,0 % en 2022 et de 2,9 % en 2023. L'environnement économique mondial comporte actuellement de nombreux risques, dont la Russie/Ukraine et le secteur immobilier chinois.

https://www.diw.de/en/diw_01.c.575151.en/publications_events/publications/diw_weekly_report/diw_weekly_report.html

FRANCE

France – Les relations commerciales avec la Russie et l'Ukraine, état des lieux et risques potentiels

PERSPECTIVES (Crédit Agricole) 2022, N.22/080, mars, 4 p.

Les impacts commerciaux directs sur l'économie française de la guerre en Ukraine devraient être limités, la Russie de représentant que 1% des exportations françaises (0,2% pour l'Ukraine) et une faible part des exportations des principaux secteurs exportateurs. L'impact sur les revenus d'IDE serait plus important (2,7 Mds€ de revenus des investissements directs étrangers en Russie). Mais ce conflit va surtout va entraîner des pressions inflationnistes supplémentaires via ses impacts sur les prix des matières premières et via la perturbation des chaînes de valeur dans l'industrie et le secteur agricole.

<https://etudes-economiques.credit-agricole.com/Publication/2022-Mars/France-Les-relations-commerciales-avec-la-Russie-et-l-Ukraine-etat-des-lieux-et-risques-potentiels>

FRANCE _ ENTREPRISE & SECTEURS

Analyse des prêts garantis par l'État à fin 2021

HADJIBEYLI, Benjamin _ MAADINI, Matéo _ BENITTO, Hind

TRESOR-ECO (Direction générale du Trésor) 2022, N°303, mars, 12 p.

Environ 145 Md€ de prêts garantis par l'État (PGE) ont été accordés à des entreprises françaises depuis le début de la crise sanitaire. Ces PGE sont principalement allés à des entreprises viables ayant un besoin temporaire de liquidité, en particulier dans les secteurs les plus touchés par la crise. Selon les données disponibles, ils n'ont été que partiellement utilisés.

Le coût pour les finances publiques serait "modéré". La Banque de France tient à jour une estimation des pertes potentielles pour l'État associées au PGE, s'appuyant sur la répartition par cotation Banque de France des entreprises bénéficiant d'un PGE pour estimer la probabilité que ces entreprises fassent défaut au cours de la durée de vie du prêt. Selon la dernière estimation réalisée en janvier 2022, un taux de perte brut de 3,1 %, soit 4,6 Md€ de pertes, est à prévoir, pour un encours final prévu de 150 Md€. Ces pertes brutes sont compensées par des gains, liés au paiement des commissions sur la garantie octroyée par l'État. Ces gains s'élèveraient à 3,2 Md€, soit une perte nette de 1,4 Md€ pour 150 Md€ d'encours final. Selon Bpifrance, les volumes d'appels en garantie sont jusqu'à présent faibles, à 312 M€ à fin 2021.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/tags/Tresor-Eco>

FRANCE _ CONSTRUCTION & IMMOBILIER

Les chiffres du logement neuf : 4ème trimestre 2021 et bilan annuel - note économique, dossier de presse et présentation

OBSERVATOIRE DE L'IMMOBILIER DE LA FPI 2022, mars, multip.

L'observatoire de la FPI couvre environ 90 % du marché du logement neuf en France. Il collecte les données de 16 observatoires régionaux et en extrait une synthèse nationale. Le bilan annuel est publié en février.

<https://fpifrance.fr/articles/observatoire-de-la-fpi>

FRANCE _ EMPLOI

Activité partielle - Etat des lieux et perspectives

ECLAIRAGES (Unedic) 2022, février, 66 p.

Deux ans après le début de la pandémie de Covid-19, l'Unedic fait l'état des lieux du dispositif d'activité partielle mis en place pour répondre à la crise. Entre mars 2020 et décembre 2021, 11,3 millions d'entre eux ont connu au moins une heure d'activité partielle, soit près de six salariés du secteur privé sur dix. L'Unedic a contribué au financement de ce dispositif à hauteur d'un tiers des montants engagés. Début 2022, si les dépenses d'activité partielle sont en très forte diminution pour l'Etat et l'Unedic, elles restent encore conséquentes : plus de 10 fois plus élevées fin 2021 qu'avant crise. L'activité partielle pourrait à l'avenir demeurer un levier important de soutien à l'emploi en cas de nouvelle crise.

<https://www.unedic.org/publications/activite-partielle-etat-des-lieux-et-perspectives>

FRANCE _ FINANCES PUBLIQUES

Le chèque énergie

COMMUNICATION DE LA COUR DES COMPTES 2022, février, 143 p.

Créé dans le but de remplacer les tarifs sociaux de l'énergie, le chèque énergie vise à lutter contre les effets de la précarité énergétique des ménages modestes. Dans ce bilan du dispositif, la Cour des comptes relève notamment que le seul critère retenu par les pouvoirs publics - le niveau de vie des membres des ménages - rend son ciblage peu performant. Environ 25% des ménages en situation de précarité énergétique ne reçoivent pas le chèque énergie, et à l'inverse environ la moitié des ménages qui le reçoivent ne remplissent pas les conditions pour être éligibles. En outre, le fait que le chèque puisse financer tout type d'énergie va à l'encontre des objectifs climatiques de la France, puisqu'il aboutit à subventionner pareillement l'usage d'énergies carbonées et décarbonées.

Au-delà d'une évolution paramétrique du chèque énergie et du renforcement de sa cohérence, la Cour propose trois scénarios possibles, en fonction d'une clarification des objectifs poursuivis : rendre cette aide libre d'emploi par les ménages, accompagner le maintien du dispositif actuel d'une hausse de la taxation du carbone, ou cibler les seuls ménages en situation de précarité énergétique - ce qui permettrait d'augmenter le montant de l'aide à coût global constant.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-cheque-energie>

GUERRE EN UKRAINE

D'autres notes publiques repérées cette semaine :

[Ukraine Conflict Update](#)

ISW (Institute for the Study of War), mise à jour quotidienne sur le volet militaire du conflit

[The Russian invasion of Ukraine and China's energy markets](#)

OXFORD INSTITUTE FOR ENERGY STUDIES, 7 mars 2022

[Ukraine Invasion: What This Means for the European Gas Market](#)

OXFORD INSTITUTE FOR ENERGY STUDIES, 4 mars 2022

[Russia-Ukraine crisis: Implications for global oil markets](#)

OXFORD INSTITUTE FOR ENERGY STUDIES, 2 mars 2022

[Déclaration conjointe du FMI et du Groupe de la Banque mondiale sur la guerre en Ukraine](#)

FMI, BANQUE MONDIALE, 1er mars 2022

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

Rexecode